



Au nom de l'intersyndicale CGT, FSU, SUD, **FA-FP** qui se retrouve depuis un peu plus d'un an, avec des étudiants et étudiantes en travail social, autour d'un manifeste « Le travail social : avec des professionnels promoteurs de droits et de lien social » je tiens à vous remercier de votre invitation.

Nous vous remercions aussi d'avoir accepté de nous permettre d'intervenir sur un créneau horaire qui nous a semblé plus favorable pour être entendu que celui annoncé dans un premier temps et de nous laisser plus de 6 mn...

Élaborer un plan d'action pour refonder le travail social, ne peut se concevoir sans les acteurs de terrain que sont les travailleurs sociaux.

Pour autant, les organisations syndicales de salariés, n'ont pas l'impression que leur présence et celle des salariés du secteur est véritablement attendue.

Déjà, à la fin de la conférence de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ils avaient déploré avec leurs organisations syndicales la portion congrue qui leur avait été laissée.

Alors, à fortiori dans la préparation des États Généraux censés « donner aux politiques sociales les professionnels dont elles ont besoin » il n'est pas « entendable » que ces professionnels n'y aient pas toute leur place avec leurs organisations syndicales.

Les professionnels, en première ligne sur le front de la crise se sentent particulièrement méprisés. Et cela pas seulement depuis l'annonce et la mise en œuvre des États généraux.

Des outils de contrôle et de gestion qui paralysent le travail, un cloisonnement des équipes, des changements incessants, « on passe notre temps à s'adapter aux directives qui nous tombent dessus » des organisations de travail qui ne donnent plus la possibilité d'innover et ne valorisent pas les savoirs faire. Toujours faire plus et mieux, à moyens constants, être adaptable, polyvalent et assumer les glissements de tâches générées par les réorganisations à marche forcée sans réelle évaluation des effets produits. Des travailleurs sociaux réduits à un rôle d'exécutants de procédures au détriment de la relation, elle-même nécessaire à l'émergence de solutions.

Le mal être au travail s'installe et les arrêts maladie explosent.

Dans l'hébergement d'urgence, la réduction des moyens amènent à des situations de violence envers les usagers dont la demande n'est pas satisfaite et qui à leur tour agressent les salariés.

Voilà les constats faits par les professionnels. Ils n'en sont pas restés à la plainte puisqu'ils se mobilisent dans les territoires, les services pour résister y compris avec les associations et les usagers contre la réduction drastique des moyens d'hébergement d'urgence et des centres dits de stabilisation, par exemple!

Les attaques contre les services sociaux et les professionnels qui les mettent en œuvre sont récurrentes. S'attaquer à la citadelle du travail social, qui reste un frein à la progression de l'idéologie libérale n'est pas une idée neuve.

Dès 1982 le gouvernement de l'époque faisait le constat que les dépenses d'action sociale étaient exponentielles. Au-delà de la proximité qu'elle était censée apporter, la décentralisation de l'action sociale avait pour objet de mieux maîtriser ces dépenses.

En 1991 alors que les professionnels étaient en lutte pour la reconnaissance de leurs qualifications, exactement comme aujourd'hui, l'assemblée des départements de France se plaignait exactement comme aujourd'hui aussi de l'inadaptation des formations des travailleurs sociaux qui ne les préparaient pas à intervenir sur les territoires...

Les nouvelles législations et orientations depuis 2000 organisent de manière insidieuse le démantèlement du social.

La prise en compte de nouveaux besoins sociaux tels que l'adaptation au vieillissement ...se heurte à l'absence de volonté de dégager des moyens suffisants pour y répondre avec des professionnels qualifiés et sécurisés dans leur emploi.

Sous des discours Universalistes et généreux proclamés s'opère en fait la réduction des dépenses publique d'action sociale via le démantèlement de l'actuel dispositif institutionnel pour lui substituer des alternatives moins onéreuses et plus facilement « marchandisables » .

Et il s'agit aujourd'hui à très court terme d'accélérer le processus qui ira jusqu'à Abandonner des missions de service public si nous n'y prenons pas garde.

La perte de confiance des recalés des politiques publiques (économiques sociales culturelles éducatives) de ces trente dernières années se traduit par un repli sur soi avec le vote que l'on connaît.

Les travailleurs sociaux présentés comme les garants de la cohésion sociale fondent leur intervention sur des valeurs humanistes, ils sont aussi dans leur rôle quand ils refusent de devenir des « super contrôleur sociaux » pour des populations laissées pour compte...

L'intervention sociale repose sur un socle solide d'un point de vue juridique, politique, économique, partenarial, associatif et professionnel.

Ce socle solide a fait ses preuves puisque tout le monde s'accorde à dire qu'il a permis de limiter les effets de la crise de 2005.

Nous tenons à réaffirmer le besoin de politiques publiques véritablement redistributives répondant aux besoins des populations sur l'ensemble du territoire, et la nécessité de mettre au cœur de ces assises la question des financements des politiques sociales.

Nous exigeons une approche globale et non fractionnée du travail social et une approche universaliste pour l'accueil et l'accompagnement social dans la diversité des métiers.

- La CGT interviendra sur le logement thématique de cette journée
- La FSU interviendra sur cette question des professions
- Et enfin la **FA-FP** interviendra sur la question du devenir de l'action sociale.